

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C)

Remplacement du plancher de scène Salle Marie Dorval

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Théâtre de Lorient, Centre dramatique national,
Établissement public de Coopération Culturelle
Parvis du Grand Théâtre CS 40325 - 56325 LORIENT cedex

DIRECTION RESPONSABLE DU MARCHÉ : Direction Technique

PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS A L'ARTICLE 130 DU DECRET N°2016-360 DU 25 MARS 2016 RELATIF AUX MARCHES PUBLICS : Monsieur Le Directeur

COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS :

Monsieur l'agent comptable de l'EPCC Théâtre de Lorient

Date limite de réception des offres - DLRO : 4 novembre 19h

Date de prise d'effet du marché : à réception de la notification

Marché Public de travaux

SOMMAIRE

ARTICLE 1er – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 Objet	3
Elle débute à la notification du marché	3
1.2 Mode de passation	3
1.3 Type et forme de contrat	3
1.4 Décomposition	3
1.5 Nomenclature	3
1.7 Clause de réexamen	4
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 Délai de validité des offres	4
2.2 Forme juridique de l'attributaire	4
2.3 Variantes	4
2.4 Prestations supplémentaires éventuelles	4
2.5 Visites sur site	4
2.6 Développement durable	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 3. LES INTERVENANTS	5
3.1 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	5
3.2 Maîtrise d'ouvrage	5
3.3 Propriétaire du bâtiment	5
3.4 Contrôle technique	5
3.5 Sécurité et protection de la santé des travailleurs	5
ARTICLE 4 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	6
4.1 Durée du contrat ou délai d'exécution	6
4.2 Modalités essentielles de financement et de paiement	6
4.3 Confidentialité et mesures de sécurité	6
ARTICLE 5 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	7
5.1 Composition	7
5.2 Retrait du Dossier de consultation (DCE)	7
5.3 Modification de détail au dossier de consultation	7
ARTICLE 6 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
6.1 pièces de candidature	8
6.2 pièces de l'offre	9
6.3 Conditions d'envoi – transmission électronique	9
6.4 Mise au point	9
ARTICLE 7 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	10
7.1 Sélection des candidatures (recevabilité)	10
7.2 Attribution du marché	10
ARTICLE 8 - SUITE À DONNER À LA CONSULTATION	11
8.1 Négociation	11
8.2 Offres anormalement basses	11
8.3 Classement provisoire - Vérification de la situation de l'attributaire	11
8.4 Signature	12
8.5 Notification	12
ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12
ARTICLE 10 - PROCEDURE DE RECOURS	12

ARTICLE 1er – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet

La présente consultation porte sur le **REMPLACEMENT DU PLANCHER DE SCENE** de la Salle Marie Dorval du Théâtre de Lorient.

La description des prestations et de leurs spécifications sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Lieu d'exécution : Théâtre de Lorient - 2 Parvis du Grand Théâtre - Lorient

Le Théâtre de Lorient est un ERP de type L

Référence des Avis de publication :

Un avis d'appel public à la concurrence est publié

- sur le portail Mégalis Bretagne
- sur le site du Théâtre de Lorient
- dans un Journal d'annonces légales

Calendrier prévisionnel d'exécution

DELAI GLOBAL D'EXECUTION	11 mois	Il comprend la période de préparation <u>et</u> le délai d'exécution des travaux
PÉRIODE DE PRÉPARATION	6 mois	Elle débute à la notification du marché
DATE DE DEBUT D'EXECUTION DES TRAVAUX	Semaine 25 - Juin 2025	Dates à ajuster pendant la période de préparation du chantier
DATE LIMITE D'ACHÈVEMENT DES TRAVAUX	12 septembre 2025 Semaine 37	Dates à ajuster pendant la période de préparation du chantier
DATE DE REPRISE D'ACTIVITÉS	Septembre 2025 Semaine 39	Dates à ajuster pendant la période de préparation du chantier

1.2 Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la **procédure adaptée ouverte**. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 Décomposition

Lot unique

Conformément à l'article L2113-11 du Code de la Commande Publique, les travaux objet du présent marché constituent une **prestation homogène** permettant au titulaire de réaliser l'ensemble des prestations avec une maîtrise des enchainements qui, en cas d'allotissement, peuvent générer des délais et des coûts supplémentaires.

1.5 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens est :

CPV	Description
CPV 45237000-7	Travaux de construction de scènes

CPV supplémentaire 45420000-7	Travaux de menuiserie et de charpenterie
-------------------------------	--

1.6 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

- entendues comme réalisables à l'identique en application des seules spécifications techniques du marché initial,
- prestations conformes au projet de base

1.7 Clause de réexamen

Des prix nouveaux pourront être ajoutés aux postes de prix de la DPGF contractuelle, dans le cadre de la survenance d'un besoin nouveau en cours de marché, résultant d'une modification réglementaire ou de prestations nécessaires et non prévues.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à CENT VINGT JOURS (120) à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 Forme juridique de l'attributaire

Les entreprises ont la possibilité de soumissionner individuellement ou sous forme de groupement.

Un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unisse à ces opérateurs. En application des dispositions des articles R. 2142-19 à R.2142-27 du Code de la Commande Publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement d'entreprises, de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

2.3 Variantes

Sans objet

2.4 Prestations supplémentaires éventuelles

En accord avec la Ville de Lorient, afin de soutenir l'économie circulaire et le réemploi, le théâtre de Lorient, étudie l'hypothèse d'une évacuation-transfert d'une partie du plancher vers une ressourcerie culturelle ou vers un atelier de construction de décor professionnel de spectacle
-> le soumissionnaire est invité à chiffrer cette option (base 500 kms Aller -Retour)

2.5 Visites sur site

Une visite du site, préalable à la remise de l'offre est **obligatoire** ;

La visite des locaux a pour finalité de compléter l'information fournie dans le cahier des charges. Les candidats sont invités à procéder à leur propre vérification des métrés. La visite permet aux candidats de prendre connaissance des contraintes que présente le lieu de réalisation, de mieux appréhender leurs interventions et de proposer une offre en adéquation avec les besoins du marché.

Les candidats ne pourront ultérieurement se prévaloir d'une méconnaissance des lieux pour demander en cours d'exécution de marché, une quelconque révision du prix initialement consenti.

Une attestation de visite de site sera remise au candidat. Celle-ci devra être jointe à son offre lors de la remise.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Des visites prévues entre le 21 et le 24 octobre : Les candidats sont invités à prendre rendez-vous auprès de la direction technique du théâtre j.cocquerez@theatredelorient.fr

Les candidats se rendront directement sur site au jour & heure convenues :
Administration - Théâtre de Lorient 7 rue Sarah Bernhardt 56100 LORIENT

ARTICLE 3. LES INTERVENANTS

3.1 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La maîtrise d'œuvre est assurée par le maître de l'ouvrage.

3.2 Maitrise d'ouvrage

La coordination des travaux comprenant l'ordonnancement, le pilotage et la direction des travaux faisant l'objet du marché et de ceux faisant l'objet des autres prestations concourant à la réalisation de l'ouvrage sera assurée par le maître d'ouvrage.

3.3 Propriétaire du bâtiment

La Direction Technique du Théâtre de Lorient porte ces travaux en sa qualité d'exploitant, pour le compte de la Ville de Lorient - Direction des bâtiments.

Ce chantier est réalisé avec l'accord préalable de la Ville de Lorient, propriétaire de l'immeuble et personne publique co-fondatrice de l'EPCC-Théâtre de Lorient. La Ville de Lorient (service maintenance du patrimoine) est fondée à apporter son expertise technique sur la bonne exécution du chantier.

3.4 Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par SOCOTEC, 4 rue Alice Coléno 56100 LORIENT

3.5 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Sans objet

3.6 Représentation du pouvoir adjudicateur

Le maître d'ouvrage désigne comme personnes physiques habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché :

- Monsieur le directeur technique du Théâtre de Lorient
- Madame la responsable administrative et financière du théâtre de Lorient

ARTICLE 4 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

4.1 Durée du contrat ou délai d'exécution

Application de l'article 18 du CCAG- Travaux

Le **délai global d'exécution**, la **date limite d'achèvement** des travaux et la **date limite pour le commencement** des travaux sont stipulés au CCAP.

Le candidat a la possibilité de présenter dans son offre un délai d'exécution des travaux plus court, devant cependant être en cohérence avec la méthodologie employée.

Les délais d'exécution des travaux proposés par le titulaire dans son offre deviendront contractuels à la signature du marché.

4.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Fonds propres et subventions

- **Budget principal 2025** – EPCC THEATRE DE LORIENT- section investissement
- **Avec le concours** du Ministère de la Culture – DRAC Bretagne, de la région Bretagne, et de la Ville de Lorient

Modalités de paiement :

- Articles R. 2191-1 à R. 2191-61 du Code de la commande publique
- Conditions du CCAG Travaux

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Avance : L'acheteur accorde une avance au titulaire de ce marché (article R2191-3). Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché (Article R2191-7)

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement (Article R2191-5)

Retenue de garantie : oui

4.3 Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité

prévues pour l'exécution des prestations. L'attention des candidats est attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

ARTICLE 5 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

5.1 Composition

Le dossier de consultation (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cadre de décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Les annexes techniques : plans, photos, rapport de Vérification structure support plancher scène du 12/12/202, Notices d'accessibilité et de sécurité
- Le cadre d'attestation de visite

5.2 Retrait du Dossier de consultation (DCE)

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat et est disponible à l'adresse suivante <https://megalisbretagne.org>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme et celui de la personne physique téléchargeant les documents ainsi qu'une adresse électronique permettant, de façon certaine, une correspondance électronique, lors du déroulement de la consultation, en particulier l'envoi d'éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).

Les candidats sont invités à vérifier préalablement les prérequis techniques du profil acheteur et à choisir une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure.

5.3 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'apporter des modifications de détail aux documents de consultation **au plus tard 7 jours calendaires francs** avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite fixée pour la réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 6 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur applique le principe **"Dites-le nous une fois"**. Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

6.1 pièces de candidature

1) Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Une lettre de candidature précisant si le candidat se présente seul ou en groupement, la nature du groupement ainsi que l'identité de son mandataire	Non
Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat	Non
En cas de cotraitance, l'habilitation du mandataire à engager la (les) société(s) cotraitante(s)	Non

2) Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du contrat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles La capacité financière peut être prouvée par tout autre moyen que la remise des Chiffres d'affaires : déclaration appropriée de banques, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents...	Non

3) Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste de références de travaux exécutés au cours des 5 dernières années ou attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat au titre de la dernière année	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent

- Soit les **formulaires DC1** (lettre de candidature) et **DC2** (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr
- Soit le Document Unique de Marché Européen (**DUME**) disponible sur le profil d'acheteur www.megalisbretagne.org

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un **engagement écrit de l'opérateur économique**

Conformément à l'article R2143-13 du Code de la Commande Publique, **les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique** de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

6.2 pièces de l'offre

Libellés	Signature (*)
L'acte d'engagement (AE)	Non
CCAP et CCTP dûment paraphés, datés et signés	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Non
Mémoire technique justifiant des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat et notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Les moyens humains dédiés au projet • Les moyens matériels dédiés au projet • Les matériaux et équipements mis en œuvre • La méthodologie de réalisation des travaux 	Non
L'attestation de visite du site (le cas échéant)	Non

Le mémoire technique justifiant des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat sera limité à 12 pages (recto) maximum.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.3 Conditions d'envoi – transmission électronique

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres fixée au **4 novembre 2024 à 19 heures**

Les offres sont transmises exclusivement par voie dématérialisée sur le portail www.megalisbretagne.org

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Seule l'offre de l'attributaire retenu sera signée au terme de la procédure, par l'acheteur public et l'entreprise



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.4 Mise au point

Le candidat précisera les éventuelles réserves techniques qu'il souhaite porter à la connaissance du Théâtre et qui figureront dans une mise au point au marché. La mise au point est l'acte écrit, annexé au marché, consistant à préciser les modalités d'exécution ou d'en lever les ambiguïtés ou menues contradictions. Elle est effectuée entre l'attribution et la conclusion du marché.

ARTICLE 7 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 Sélection des candidatures (recevabilité)

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 Attribution du marché

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que **toute offre irrégulière** (qui a un caractère régularisable et dont la régularisation n'entraîne pas une modification significative de l'offre) ou inacceptable **pourra être régularisée pendant la négociation**. Seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation ;

En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Valeur de l'offre de prix au regard du montant global et forfaitaire HT	35
Valeur technique appréciée au regard des informations apportées dans le mémoire technique et sur la base des sous-critères suivants	60
Matériaux & équipements mis en œuvre Qualité des ouvrages jugée au regard des fiches techniques des essences envisagées et du respect des consignes du CCTP	20
Méthodologie de réalisation des travaux Méthodologie de travail et de pose du matériel, respect et protection de l'équipement environnant, mesures pour la sécurité globale du chantier, mise en œuvre d'un chantier à faibles nuisances	20
Moyens humains & matériels dédiés au projet Cohérence de la décomposition prévisionnelle en temps d'intervention par phase d'exécution des prestations et les délais proposés.	20
Critère environnemental apprécié au regard des éléments fournis dans le mémoire technique et sur la base des sous-critères suivants	5
Traçabilité de l'élimination des déchets issus des travaux ainsi que la (les) décharge(s) agréée(s) à laquelle le candidat fera appel, démarche d'écolabels le cas échéant, Mesures prises pour limiter l'impact des nuisances (bruit, poussières, circulation...) en salle	5

Chaque candidat se verra attribuer une **note globale sur 100**.

- La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.
- La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La **méthode de calcul** utilisée pour la **notation du critère Prix** des prestations est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (multiplication, addition ou report) seraient constatées dans l'offre du candidat, celui-ci sera invité à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

ARTICLE 8 - SUITE À DONNER À LA CONSULTATION

8.1 Négociation

Les offres peuvent être librement négociées entre les parties si la personne publique le décide.

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les candidats les mieux classés. **Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.**

La négociation a pour but d'améliorer le contenu des offres au regard des critères de jugement des offres. Elle ne constitue aucunement un droit pour le candidat, qui demeure, en tout état de cause, engagé par sa proposition initiale.

Les négociations pourront porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix, sans toutefois avoir pour effet de modifier l'objet du marché, les critères d'attribution ou les conditions et caractéristiques minimales indiquées dans les documents de la consultation.

8.2 Offres anormalement basses

Conformément au code de la commande publique toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

8.3 Classement provisoire - Vérification de la situation de l'attributaire

L'offre la mieux classée sera retenue à **titre provisoire** en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à **10 jours**.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai. S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

8.4 Signature

Le candidat retenu s'engage à procéder à la signature numérique ou manuscrite de **l'offre finale** sans procéder à la moindre modification de celle-ci et de la renvoyer à la personne responsable du marché dans un délai qui ne devrait pas excéder 10 jours francs.

La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

8.5 Notification

Afin de répondre à l'obligation de dématérialisation, le contrat sera notifié via la messagerie sécurisée du profil acheteur.

ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.megalis.bretagne.bzh>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Renseignements d'ordre technique

M. Julien COCQUEREZ, Directeur technique 06 84 01 34 93 j.cocquerez@theatredelorient.fr

Renseignements d'ordre administratif

Mme Claire SIMON, Responsable administrative et financière 02.97.02.22.83
daf@theatredelorient.fr

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 7 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

ARTICLE 10 - PROCEDURE DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Rennes,
3 Contour de la Motte, F-35044 Rennes Cedex.
Tél. 02 23 21 28 28.

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>